

**Catherine SCHIN-OUA-SIRON-SCHAPIRA Renaud NIRDE &
Murielle ZAÏRE-BELLEMARE**

Notaires Associés

Centre d'Affaires DIDIER PLAZA - 2ème étage
Rond Point du Vietnam Héroïque – Route de Didier
97200 FORT-DE-FRANCE

Téléphone : 05.96.63.92.92 - Télécopie : 05.96.63.66.05

Bureau Annexe

Murielle ZAÏRE-BELLEMARE

Samantha CHEVROLAT

Notaires

Z.A. Artimer

97290 Le Marin

Tél. : 05 96 74 19 61

Fax : 05 96 74 94 87



Monsieur Le Préfet de la Région Martinique

Préfecture de la Martinique

Rue Louis blanc

97200 FORT-DE-FRANCE

Fort-de-France, le 09 Mai 2022

Dossier suivi par Renaud NIRDE
renaud.nirde@notaires.fr

NOTORIETE TRENTENAIRE Madame Lydie Emilie RAMPHORT veuve CARI

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : Demande de publication d'un extrait de l'acte de notoriété acquisitive

Monsieur Le Préfet,

Dans le cadre du dossier en référence, et conformément aux dispositions de l'article 2 du décret d'application n° 2017-1802 du 28 décembre 2017, entré en vigueur le 1er janvier 2018,

Je vous prie de trouver sous ce pli, un extrait de l'acte de notoriété prescriptive reçu à l'Office Notarial sis à FORT-DE-FRANCE (97200), Centre d'Affaires DIDIER PLAZA - 2ème étage- Rond Point du Vietnam Héroïque – Route de Didier, le **28 octobre 2020**, aux termes duquel figurent les éléments requis, savoir :

- L'identité complète de la personne bénéficiaire conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 5 du décret du 4 janvier 1955 .
- Les éléments d'identification de l'immeuble concerné, précisés conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 4 janvier 1955.
- Et la reproduction des dispositions du premier alinéa de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009.

Cet extrait précise également que le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application des dispositions de l'article 2272 du code civil ;

Je vous prie de procéder à la publication dudit extrait sur le site internet de la préfecture de la Région Martinique, pendant une durée de cinq ans et vous informe qu'il été également demandé à Monsieur Le Maire de la Ville de SAINTE-MARIE de procéder à l'affichage du même extrait en mairie pendant un délai de trois mois.

Société Civile Professionnelle titulaire d'un Office Notarial

Membre d'une Association Agréée - Accepte le règlement des honoraires par chèques libellés en son nom

RIB de l'Etude :

Code Banque	Code Guichet	N°de compte	Clé RIB
40031	00001	0000202778K	45
IBAN : FR50 4003 1000 0100 0020 2778 K45			
BIC : CDCG FR PP XXX			

Etant ici précisé que la dernière des mesures de publicité dont font parties les deux précitées, fait courir le délai de cinq ans pendant lequel l'acte de notoriété acquisitive peut être contesté en application de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009.

Aussi, je vous remercie de m'adresser le récépissé d'avis de publication de l'extrait concerné, à l'aide de l'enveloppe pré-timbrée jointe pour votre réponse.

Je vous informe que l'accomplissement des mesures de publicité ci-dessus visées est certifié, selon le cas, par le maire ou le préfet.

A l'expiration du délai quinquennal sus-visé, l'acte de notoriété acquisitive deviendra alors incontestable.

Il convient néanmoins de rappeler que l'ensemble des dispositions ci-dessus visées ne s'appliquera qu'aux actes de notoriétés « dressés et publiés avant le 31 décembre 2027 ».

Dans cette attente,

Veillez croire, Monsieur Le Préfet, à l'assurance de ma sincère considération.

Maître Renaud NIRDE



Références : NOTORIETE TRENTENAIRE Madame Lydie Emilie RAMPHORT veuve CARI

RECEPISSE D'AVIS DE PUBLICATION SUR LE SITE INTERNET DE LA PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE

Destinataire du récépissé : Maître Renaud NIRDE, Notaire à FORT-DE-FRANCE (97200)

Le notaire est informé de ce que, suite à son courrier en date du **9 mai 2022** contenant un extrait de l'acte de notoriété acquisitive reçu par lui le **28 octobre 2020**, la publication prescrite par les dispositions de l'alinéa 1er de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009 et de l'article 2 du décret d'application n° 2017-1802 du 28 décembre 2017, a été effectuée sur le site de la Préfecture de la Martinique à compter du

Le

Signature

Cachet

EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE

Aux termes d'un acte reçu par Maître Renaud **NIRDE**, Notaire membre de la Société Civile Professionnelle dénommée « Catherine SCHIN-OUA-SIRON-SCHAPIRA Renaud NIRDE et Murielle ZAÏRE-BELLEMARE, Notaires, associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un office notarial, à FORT-DE-FRANCE (Martinique), Centre d'Affaires DIDIER PLAZA - 2ème étage - Rond Point du Vietnam Héroïque – Route de Didier – CS20.002, le **28 octobre 2020**,

Il a été constaté la prescription acquisitive au profit de :

Madame Lydie Emilie **RAMPHORT**, Sans profession, demeurant à SAINTE-MARIE (97230) Pain de Sucre.

Née à SAINTE-MARIE (97230), le 27 mars 1939.

Veuve de Monsieur Isidore **CARI** et non remariée.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

est présente à l'acte.

Observation est ici faite que Madame Lydie Emilie RAMPHORT veuve CARI est depuis décédée à SAINTE-MARIE (97230), le 26 décembre 2012.

Et sur la réquisition de :

1°) Monsieur Alain Jean **CARI**, Sans profession, époux de Madame Léontine Fulberte JUMEAU, demeurant à LE ROBERT (97231) Mont Vert.

Né à SAINTE-MARIE (97230) le 14 août 1960.

Marié à la mairie de LE ROBERT (97231) le 14 décembre 1989 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

2°) Monsieur Emile Quentin **CARI**, Sans profession, demeurant à SAINTE-MARIE (97230) Pain de Sucre Quartier Desroses.

Né à SAINTE-MARIE (97230) le 31 octobre 1961.

Divorcé de Madame Gisèle Luciane MISAT suivant jugement rendu par le Tribunal de grande instance de FORT-DE-FRANCE le 28 novembre 1989, et non remarié.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

3°) Madame Line Sidonie **CARI**, Sans profession, épouse de Monsieur Eustache Anasthase JOSEPH-EDOUARD, demeurant à LE LAMENTIN (97232) 392 Impasse Latalia Quartier Grand Case.

Née à SAINTE-MARIE (97230) le 23 août 1968.

Mariée à la mairie de LE LAMENTIN (97232) le 14 décembre 2006 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Les enfants de Madame Lydie Emilie RAMPHORT, veuve de Monsieur Isidore CARI,

Lesquelles revendiquent la propriété de l'immeuble dont la désignation suit, au titre de la prescription acquisitive, en application des dispositions des articles 2261 et 2272 du code civil ;

DESIGNATION

A SAINTE-MARIE (MARTINIQUE) 97230 Pain de Sucre,

Deux terrains sur lequel existe une maison à usage d'habitation.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AB	614	QUARTIER DUCHAMP	00 ha 03 a 11 ca
AB	615	QUARTIER DUCHAMP	00 ha 04 a 29 ca

Total surface : 00 ha 07 a 40 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Division cadastrale

La parcelle originellement cadastrée section AB numéro 54 lieudit QUARTIER DUCHAMP pour une contenance de sept ares trente-cinq centiares (00ha 07a 35ca) a fait l'objet d'une division en plusieurs parcelles de moindre importance. De cette division sont issues les parcelles suivantes.

La parcelle vendue cadastrée section AB numéro 614.

La parcelle vendue cadastrée section AB numéro 615.

Cette division résulte d'un document d'arpentage dressé par Monsieur Eddy TOUSSAINT géomètre expert à FORT-DE-FRANCE, le 22 juillet 2019 sous le numéro 2912 L.

Reproduction de l'article 35-2, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 mai 2009

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier ».